

Retraites : Thierry Breton opposé à la désindexation des retraites

L'ancien commissaire européen a rencontré des dirigeants politiques de différents bords, notamment pour plaider en faveur d'une « règle d'or » budgétaire qui obligerait à un équilibre des finances publiques.

Lecture : 1 min.

Par Le Nouvel Obs avec AFP

Publié le 16 août 2026 à 16h57, mis à jour le 16 août 2026 à 16h57



Thierry Breton, le 26 janvier 2026 à Berlin BERND VON JUTRCZENKA / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

S'abonner

L'ancien ministre de l'Économie Thierry Breton, dont le nom circule au centre pour l'élection présidentielle, s'est dit ce dimanche 16 août opposé à une désindexation partielle des pensions de retraites, évoquée par le gouvernement pour le budget 2027, jugeant que l'exécutif devait « *assumer* » la suspension de la réforme des retraites.

« C'est une très mauvaise idée. Je pense qu'il ne faut pas toucher aux retraités », a déclaré Thierry Breton sur BFMTV. « Il y a un choix qui a été fait par le gouvernement, qu'il l'assume maintenant », a développé l'ancien ministre de l'Économie, évoquant la suspension de la réforme des retraites d'Élisabeth Borne concédée par Sébastien Lecornu aux socialistes pour éviter la censure à l'Assemblée.

Contre l'idée de « faire payer les retraités »

« Quand on renonce, on paie toujours » et « le prix de la décision, il est là », a insisté Thierry Breton, dénonçant le raisonnement consistant selon lui « à dire : on ne change rien, on travaille toujours jusqu'à 62 ans mais on fait payer les retraités ».

Le nom de Thierry Breton a été cité par François Bayrou comme potentiel candidat de l'espace central à l'élection présidentielle, alors qu'Édouard Philippe et Gabriel Attal ont déjà lancé leur campagne.

« J'en suis très honoré. Maintenant, pour moi, il n'y a rien de nouveau sous le soleil », a réagi Thierry Breton, qui souligne que François Bayrou a cité d'autres candidats potentiels, comme Jean Castex, François Baroin ou encore Bruno Le Maire ou Bernard Cazeneuve.

A la recherche d'un accord de chefs des partis

« On n'en est qu'aux profils », a insisté Thierry Breton, qui a rencontré des dirigeants politiques de différents bords, y compris le président du Rassemblement national Jordan Bardella, notamment pour les convaincre de la nécessité d'instaurer une « règle d'or » budgétaire qui obligerait à un équilibre des finances publiques.

En raison de la « fragmentation politique », « je ne crois pas qu'on pourra avoir des majorités qui soient alignées sur le parti d'un président ou d'une présidente élue ». « Et donc il faut se mettre d'accord avant sur cette fameuse règle d'or. (...) Il faut effectivement convaincre les chefs de parti, parce que c'est eux qui vont se retrouver ensuite en Congrès à Versailles - il faudra les deux tiers (des voix) - pour mettre dans la Constitution ce que les Allemands ont fait », a ajouté Thierry Breton.

« Il faut simplement proposer une trajectoire » : « Progressivement, on descend tout doucement, on fait 30 à 40 milliards d'économies par an. ». « C'est comme ça qu'on règlera, pas uniquement le problème des retraites, mais aussi le problème de la fonction publique territoriale, le problème des mille-feuilles territoriaux », a-t-il énuméré.